

POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

Faustin Boukoubi livre sa lecture de l'actualité



Photo: DR

Le président de l'Assemblée nationale, Faustin Boukoubi, face aux représentants de la presse nationale et internationale.

J.KOMBILE MOUSSAVOU
Libreville/Gabon

DANS un entretien "libre, à bâtons rompus et à cœur ouvert" avec les représentants de la presse nationale et internationale, le président de l'Assemblée nationale, Faustin Boukoubi, est longuement revenu, hier, sur les missions des députés tout en abordant un certain nombre de sujets brûlants de l'actualité nationale.

Un échange qui tombe fort à propos d'autant que ces derniers temps, à la faveur des récents événements survenus dans notre

pays, les députés ont été au centre d'un certain nombre de critiques de la part des acteurs de la société civile, notamment. Lesquels, à tort ou à raison, ont estimé que les représentants du peuple ne jouaient pas pleinement leur rôle, au vu de leurs prérogatives constitutionnelles.

Calme, serein, et pondéré, l'élue de Pana s'est voulu pédagogue en s'appesantissant sur les missions qui sont les leurs, en abordant la procédure d'adoption des textes tout en revenant sur l'annulation récente, par la Cour constitutionnelle, des deux arrêtés, etc. Bref, résolument offensif, il n'aura

élué aucune question. Même pas celles relatives au vote par les députés du texte relatif à la dépénalisation de l'homosexualité, des lendemains de l'enquête parlementaire sur la gestion de la Covid-19 ou encore du rôle "social" des députés, émanation des pratiques locales. Et, dans une certaine mesure, celle des rapports qu'ils entretiennent avec les formations politiques dont ils sont issus.

Pour Faustin Boukoubi, au fil du temps, les députés sont devenus des "souffre-douleurs" des populations et du gouvernement. (Nous y reviendrons).

Une nouvelle plateforme pour les "Anciens"

Yannick Franz IGOHO
Libreville/Gabon

Jacques Adiahenot, ancien secrétaire général du Parti démocratique gabonais (PDG), Paul Mba Abessole, ancien président du Rassemblement pour le Gabon (RPG) et candidat malheureux à plusieurs scrutins présidentiels sous l'ère Omar Bongo Ondimba, Louis-Gaston Mayila, président de l'Union pour la nouvelle République (UPNR), et plusieurs autres dignitaires de la République (Ndlr: très actifs dans les rangs de l'opposition et de la société civile) viennent de porter sur les fonts baptismaux la plateforme dénommée "Gabon d'abord éveille-toi Gabon". Laquelle plateforme est présidée par Jacques Adiahenot connu pour sa légendaire liberté de ton. À en croire ses initiateurs, ladite plateforme poursuit deux principales missions: d'une part "recenser tous les retraités du Gabon" et d'autre part "sensibiliser les populations sur le déroulement des prochaines élections générales". Objectif: sécuriser le vote et faire respecter l'État de droit. "Notre société est en perte de valeurs, de solidarité. Pour cela, nous avons le devoir de changer la donne. Nous devons nous engager, car nous n'avons pas le droit d'être à la retraite de l'histoire de notre pays. Nous avons le devoir de guider les jeunes, les accompagner pour un



Photo: Aristide Moussavou

Jacques Adiahenot et les siens comptent sensibiliser les populations sur les élections générales à venir.

avenir meilleur", a déclaré Jacques Adiahenot dont la dernière prise de parole publique remonte au 5 décembre 2020, date de l'ouverture du 2e congrès ordinaire de l'Union nationale (UN).

Une plateforme qui voit le jour à un an des élections générales prévues pour 2023, difficile de ne pas penser que les membres de cette nouvelle plateforme ne joueront pas un rôle majeur à la prochaine présidentielle notamment. À noter que ce néo-rassemblement ressemble à bien des égards à "l'Association des dignitaires de la République" qui avait clairement pris fait et cause pour Jean Ping, candidat du Parti gabonais du progrès (PGP), à la présidentielle de 2016.

Dans tous les cas les membres de "Gabon d'abord éveille-toi Gabon" ne cachent pas leurs ambitions.

Entre nous soit dit Afin que seul le Gabon y gagne!

L'ENTAME de cette année nouvelle nous plonge avec une perplexité certaine dans une hiérarchisation sémantique qui, avec ambiguïté, donne lieu à un déferlement d'appréciations et d'interprétations diverses. Nous assistons à un phénomène singulier qui fait se rompre les points de convergence. Seulement ici, les motifs qui conduisent à la fracture devraient être analysés avec rationalité et apaisement. Certes, la sphère sociale est en ébullition. Mais est-ce pour autant que les réactions en retour sont si vives et épidermiques?

Il aurait fallu éviter de tout voir par le prisme de l'émotion et de la passion. Toutes grèves et revendications, aussi légitimes qu'elles puissent être, induisent inéluctablement des conséquences. Dans le cas d'espèce, autant le monde de l'éducation que la corporation des régies financières, tous les deux étant des domaines d'une extrême sensibilité

et de grande importance dans la marche d'une Nation, car ils portent une responsabilité à nulle autre pareille pour toutes les strates du pays.

Sans aucunement minorer, ni renier la légitimité des attentes souhaitées et espérées, il nous faut avec lucidité convenir que l'asphyxie volontaire imposée par les uns, tout comme la paralysie permanente entretenue par les autres peuvent être perçues comme des violences et des obstructions à même de fragiliser le tissu social avec des effets immodérés et inconsidérés.

Si le gouvernement, dans le même temps, se plaint d'un dialogue de sourds, il sollicite des partenaires sociaux la prise en compte de l'âpreté et de la fragilité à laquelle la pandémie de Covid-19 le soumet et le contraint. La réponse ne devrait pas être hermétique et encore moins radicale. Le patriotisme dans ce cas de figure exige des deux parties de

trouver des bulles d'aération, qui permettent la poursuite des négociations et des concertations. Le contexte actuel est si délicat que l'autoritarisme ne peut faire florès, tout comme la radicalité bien que pénalisante reste, quoi qu'il en soit, condamnable.

Entre compatriotes et au nom de l'intérêt supérieur de la Nation, il revient aux uns et aux autres d'avancer vers l'atténuation et lever tous les écueils bloquants. Jamais cet aphorisme que nous a légué Omar Bongo Ondimba n'aura été autant à propos et de circonstance: ne pas avoir peur de négocier et ne pas négocier dans la peur. Et pour le Gabon, il est urgent et impérieux que soient renoués les fils du dialogue.

Empruntons à la sagesse populaire cette maxime: qui aime bien, châtie bien. Bassé!

Teddy OSSEY*
*Chroniqueur